

consentir à gaspiller ses efforts dans ce genre de dépenses, plutôt que d'intervenir dans un domaine où il y a tant à faire dans notre monde d'aujourd'hui: le développement des pays démunis.

Je me rappelle très clairement le jour où, ici, à la Chambre, il nous a semblé que vraiment tout allait sombrer. Je songe, évidemment, à la crise du Cuba. J'ai constaté avec intérêt que, dans toutes les discussions auxquelles je me suis reporté, personne ne remonte au-delà de la situation qui existait lorsque Fidel Castro a réussi à saisir le pouvoir à Cuba. Personne ne remonte plus loin dans l'histoire pour examiner d'autres maillons de cette chaîne causale qui nous ont finalement menés au jour où la Chambre des communes s'est demandé si nous faisons face à l'ultime cataclysme. Mais en remontant plus loin en arrière, on trouverait autre chose dont le Canada et les autres pays prospères du monde n'ont pas à se glorifier, et c'est que, depuis des années, nous savions que le peuple cubain était opprimé par une des dictatures les plus brutales de l'histoire. Les Cubains vivaient dans la pauvreté, la détresse et la crainte, et nous ne faisons rien pour les soulager. La suite des événements a donc abouti à l'affrontement des deux grandes puissances du monde.

Si nous voulons pouvoir nous défendre, nous devrions consacrer tous nos efforts à tenir tête à tous les Cubas en puissance qui existent dans le monde entier et qui peuvent déclencher incessamment le rapport de cause à effet capable de nous amener au bord de l'abîme. Je ne sache pas que le Canada ait de rôle plus honorable, plus décisif et plus important à jouer en ce moment, que celui de dire au reste du monde que ce jeu fatal de dépenses et de provocation militaires ne nous intéresse pas, car nous nous savons incapables d'y tenir une place importante. Il nous faudrait exiger nos coudées franches pour entreprendre la tâche qui s'impose aux pays prospères du monde, celle de supprimer de notre mieux les causes de conflits éventuels en éliminant la pauvreté et la misère qui en sont les raisons profondes. Mais si nous continuons à jouer la comédie—et c'est tout ce que nous faisons, nous posons, nous jouons, nous faisons semblant—à prétendre que le Canada peut jouer n'importe quel rôle militaire, alors nous n'aurons ni les ressources, ni l'énergie, ni le temps requis pour nous engager dans la véritable opération du maintien de la paix,

[M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

celle d'aider les nations dans le marasme à se hausser au niveau d'opulence que nous connaissons sur notre continent.

Je ne sais rien qui puisse davantage rehausser le prestige du Canada et des Canadiens que l'annonce suivante faite demain par le Canada au monde entier: «C'est fini, nous renonçons aux frais militaires inutiles. À l'intérieur de nos frontières nous allons développer notre économie et notre main-d'œuvre; ainsi nous pourrions puissamment contribuer au développement de l'univers.» Ce jour-là, les Canadiens pourraient être fiers du rôle du Canada sur la scène internationale. Je ne saurais être fier d'un peuple qui par vanité ou orgueil—peu importe—veut continuer à se donner des airs, à faire le matamore et à prétendre qu'il occupe une position importante aujourd'hui dans le domaine militaire. Qui veut cela? Qui veut jouer ce rôle malfaisant? Les gens sensés et responsables se réjouiraient de voir le Canada abandonner ce rôle et il ne manquerait pas dans le monde des peuples et des nations pour pousser un soupir de soulagement en pensant qu'enfin l'éclair du bon sens a jailli dans une partie du monde et que nous ne reviendrons jamais aux folies du passé.

M. Barnett: Monsieur le président, dans le contexte créé par les interventions des députés de Springfield et de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles, j'aimerais prendre quelques minutes du temps du comité pour relever les conséquences que leurs suggestions auraient sur une région particulière, une collectivité particulière du Canada.

Le député de Springfield se réjouit de ce que peu de collectivités de l'Ouest du Canada dépendent essentiellement du programme de défense et des entreprises encouragées par la création d'un ministère de la Production de défense chargé de fournir ce que d'aucuns ont déjà appelé notre panoplie de guerre, et qu'on a décrit ici comme notre attirail de paix. Ma circonscription comprend justement de telles collectivités, et chaque fois que j'assiste aux débats suscités par l'étude des crédits d'un ministère comme celui de la Production de défense, je pense immédiatement à certains de mes commentants qui se trouvent dans une position très vulnérable.

J'ignore s'il faut y voir de l'ironie ou si c'est de bon augure qu'on ait confié un autre domaine de responsabilités au ministre de la Production de défense. Il porte aussi le titre